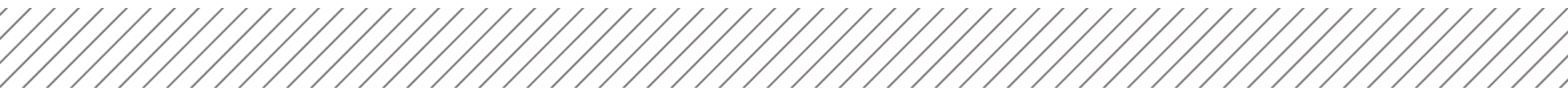


LES
inspirations

ÉCO • AFRIQUE

**NOUVELLE
FORMULE**
10 pages



ANALYSE DE LA SEMAINE

Textile, l'Afrique, de fil en aiguille **P. 22**

L'INTERVIEW

Raghu Malhotra, directeur régional, Afrique du Nord et Moyen-Orient, MasterCard **P. 23**

CAHIERS DE L'INTÉGRATION

L'Afrique investisseuse ne connaît pas la crise **P. 24-25**

LE MARCHÉ DE LA SEMAINE

Kenya, jeune «pousse» deviendra émergente **P. 26**

VUE DU CAMEROUN

Un plaidoyer pour le terminal polyvalent de Kribi **P. 27**

**WEF, les shapers
marocains
au rendez-vous**



BILLET

Safall Fall
s.fall@leseco.ma

Diplomatie parallèle

La récente participation de Chafik Rachadi, vice-président de la Chambre des représentants, à la cérémonie d'ouverture de la première session parlementaire de l'année 2014 de l'Assemblée nationale ivoirienne, est un énième élément significatif que vient de poser le royaume dans le déploiement de sa nouvelle politique de relations extérieures avec ses partenaires économiques du Sud du Sahara. Le responsable a souligné, dans son allocution, les « aspects politique, historique, et culturel » qui caractérisent les rapports de coopération entre le Maroc et la Côte d'Ivoire. La diplomatie parallèle a bien prouvé son efficacité sur le marché européen, dans les coulisses des négociations portant sur les accords agricole et de pêche que le royaume a établis avec l'Union européenne, et semble en passe – si elle ne l'est pas déjà d'ailleurs – de se mettre au service du renforcement des relations de coopération multisectorielle entre le Maroc et les économies de l'Afrique subsaharienne. Au même titre que la culture soufie, les relations interparlementaires viennent subtilement en support au soft power marocain dans cette région. Le royaume n'est d'ailleurs pas le seul sur le créneau. Des puissances émergentes comme la Turquie, la Chine et l'Afrique du Sud font souvent appel à cette diplomatie de l'ombre pour asseoir un minimum de capacité d'influence dans les pays ciblés.

Ingenico s'implante

Le leader mondial des solutions de paiement vient d'inaugurer à Casablanca son nouveau bureau afin de couvrir le marché africain. L'ouverture de cette nouvelle représentation s'inscrit dans la stratégie continue d'expansion géographique du groupe, visant à travailler au plus près de ses clients et partenaires pour optimiser son niveau de service et de réactivité sur chaque continent. En renforçant sa présence en Afrique, Ingenico entend continuer à offrir des solutions innovantes répondant aux spécificités de chaque type de clients tels que les marchands, les banques et établissements de microfinance, les institutionnels et gouvernements, les marchés verticaux, les prestataires de services de paiement ainsi que nos partenaires.

BMCE Bank et la MIGA s'allient contre le risque

BMCE Bank et l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA), une filiale de la Banque mondiale, ont conclu un accord de partenariat portant sur la couverture du risque politique inhérent aux investissements de ses clients en Afrique, selon un communiqué de presse du groupe bancaire. « En vertu de cet accord de partenariat, BMCE Bank souhaite accompagner ses clients entreprises lors de leur expansion sur le continent africain, en les faisant bénéficier de l'expertise environnementale et sociale, des garanties ainsi que des nombreux avantages proposés par MIGA », cite-t-on à partir de la même source. BMCE Bank, dont la filiale Bank of Africa (BOA) est présente dans près de 19 pays d'Afrique subsaharienne. La MIGA, quant à elle, est présente dans 180 pays dans le monde, dont 25 industrialisés et 155 en voie de développement. Elle a pour mission de favoriser l'investissement étranger dans les pays en voie de développement et émergents.



4,9% de croissance pour le Sénégal en 2014

Le FMI est optimiste sur les perspectives économiques de ce pays d'Afrique de l'Ouest. « Un environnement international plus favorable, l'amélioration de la situation socio-politique dans la sous-région, un fort rebond de la production agricole et des secteurs minier et industriel ainsi qu'une hausse de l'effort d'investissement public devraient favoriser cette dynamique.

La BAD s'investit dans le financement du commerce

Le Conseil d'administration de la Banque africaine de développement (BAD) a approuvé un accord de participation aux risques non capitalisés de 40 millions d'euros avec BNP Paribas pour soutenir les activités de financement du commerce des banques émettrices en Afrique. Le dispositif aidera à répondre à la demande forte du marché en matière de financement du commerce en Afrique, à travers le soutien aux échanges commerciaux dans des secteurs économiques vitaux comme l'agro-industrie et l'industrie manufacturière. « La majorité des banques africaines disposent d'apports en capitaux modestes, ce qui restreint leur capacité à obtenir des limites commerciales appropriées auprès des banques de confirmation internationales et à entreprendre d'importantes transactions pouvant avoir un impact substantiel sur le développement », pré-

cise-t-on dans un communiqué de presse de la BAD.

Maroc-Guinée, dialogue au sommet

La présidente de la Confédération générale des entreprises du Maroc, Miriem Bensalah-Chaqroun, accompagnée d'une délégation d'opérateurs économiques, a rencontré en milieu de semaine dernière, à Rabat, Alpha Condé, le président de la République de Guinée. La réunion, qui a réuni des opérateurs représentants plusieurs secteurs clés de l'économie marocaine a été l'occasion d'aborder les différents moyens de renforcer les liens de coopération économique entre les deux pays, ainsi que les opportunités d'investissements et de co-investissements en Guinée. La rencontre a également été l'occasion d'échanger autour du Forum économique maroco-guinéen qui se tiendra prochainement au Maroc.

AGENDA



Forum d'affaires Maroc-Mali (14-15 mai 2014)

La Confédération générale des entreprises du Maroc (CGEM) et le Conseil national du patronat du Mali (CNPM) organisent le 1^{er} forum économique entre le royaume du Maroc et la République du Mali, les 14 et 15 mai 2014 au Centre international de conférences de Bamako.

World Economic Forum Africa (7-9 mai 2014)

C'est à Abuja, capitale de la première économie africaine, que devrait se tenir le prochain sommet du World Economic Forum (WEF) Africa. Placé sous le thème de la « croissance inclusive et la création d'emplois », l'évènement devrait permettre au ghota économique et financier d'Afrique et du monde de se pencher sur les défis socioéconomiques du continent.



WEF, les shapers marocains au rendez-vous

● L'édition 2014 du World Economic Africa démarre demain à Abuja, au Nigéria. Le Maroc y sera représenté par ses «global shapers», de jeunes talents dans leurs domaines d'activités respectifs. Ils présenteront deux projets innovants : «Buzztville» et «Youth enhancing skills».



Le talent marocain sera sur la scène continentale cette semaine. Une délégation de jeunes «global shapers» est depuis hier lundi à Abuja, la capitale de la première économie africaine, le Nigéria, pour participer au Davos africain. Placé sous le thème «Croissance inclusive et créatrice d'emplois», le WEF Africa démarre ses travaux demain pour trois jours de débats et d'échanges sur la thématique – bien actuelle – de «Croissance inclusive et créatrice d'emplois». La global shapers Community est une initiative du WEF, destinée à mettre en place un réseau mondial de jeunes distingués dans leurs domaines, afin

de créer un impact positif et durable dans leurs communautés respectives. Ainsi, après avoir participé en 2013 aux rencontres WEF MENA et Afrique, tenues respectivement en Jordanie et en Afrique du Sud, les «Shapers» marocains repartent à Abuja, les valises pleines d'idées novatrices et de projets porteurs. Deux de ces projets, en particulier, seront présentés en marge de cette rencontre internationale. «*Buzztville est une initiative qui a l'ambition de créer une chaîne de portails de villes africaines - marocaines dans un premier temps - offrant ainsi la possibilité de promouvoir les villes telles que vues par la population locale*», nous

explique Oussama Abdellah Benhmida, IT Specialist, membre du hub marocain des Global Shapers. «*Ce projet, démarré en 2008 et mis en pause en 2011, revient avec plusieurs technologies qui visent la promotion des richesses locales, l'apprentissage à distance, la transparence et d'autres services qui servent le quotidien du citoyen local ou du visiteur*», poursuit le jeune cadre informaticien. «Youth Enhancing Skills (YES)» est le second projet que compte défendre les global shapers marocaines à Abuja. Il s'agit d'une initiative destinée à accompagner les jeunes à développer leurs compétences à travers le volontariat afin de promouvoir leur insertion dans le marché du travail. Selon les jeunes promoteurs de ce projet, l'initiative a été lancée en 2011 par un groupe de jeunes professionnels marocains, frappés par l'inadéquation de leurs formations universitaires respectives aux exigences du marché du travail. L'idée est d'acquérir, à travers des programmes de volontariat au sein d'organisations nationales et internationales, de nouvelles compétences à même de faciliter leur insertion dans le monde du travail. ●

POINT DE VUE



Oussama Abdellah Benhmida
IT Specialist, membre du hub marocain des Global Shapers

Les nouvelles technologies créent de l'emploi

L'entrepreneuriat a toujours été un levier important pour l'épanouissement économique des pays. Nous continuons en tant que Global Shapers à penser que l'entrepreneuriat a le pouvoir d'élargir l'éventail des possibilités d'emploi, d'améliorer le perfectionnement et d'accélérer la croissance. Il a été prouvé que le meilleur environnement qui puisse mener à l'innovation en dehors des universités est l'entreprise. L'évolution des nouvelles technologies rend le savoir et l'expertise accessibles à une large population des porteurs d'idées et de jeunes entrepreneurs, ce qui fait que les coûts traditionnels de la formation du personnel et de l'accès aux nouvelles techniques continuent de baisser, offrant ainsi l'opportunité de créer beaucoup d'emplois et mieux encore de la valeur ajoutée par rapport à ce qui existe sur le marché. ●

Attijariwafa bank

partenaire de votre dossier Afrique



التجاري وفا بنك
Attijariwafa bank

ANALYSE DE LA SEMAINE

Textile

L'Afrique, de fil en aiguille

● Une mission d'affaires de la filière technique est cette semaine en Côte d'Ivoire et au Sénégal. Sous le coup de la hausse du SMIG et face à la baisse des exportations, les textiliens sont plus que jamais devant l'impératif de trouver de nouveaux débouchés. Le marché subsaharien fera-t-il l'affaire ?



●●●
Huit entreprises marocaines accompagnent Maroc Export et l'Amith dans leur recherche de nouveaux débouchés.

Paris au dépourvu par la hausse du SMIG, dans un contexte très peu favorable à l'export, les industriels du secteur du Textile/Habillement ont réellement besoin de respirer. Depuis quelques années, devant l'impératif de se réinventer pour survivre, le segment « technique » développe de nouvelles ambitions à l'élargissement de ses frontières vers le Sud du Sahara. L'objectif est de soutenir ses activités, notamment à l'export, marquées par la baisse d'attractivité doublée d'une saturation de l'offre sur le marché européen. Première du genre, une importante mission

d'affaires entièrement dédiée aux opérateurs de la filière, organisée par Maroc Export en partenariat avec l'Association marocaine de l'industrie du textile-habillement (AMITH), démarre aujourd'hui même à Abidjan, en Côte d'Ivoire, et devrait se poursuivre à Dakar, au Sénégal, au cours de la deuxième moitié de la semaine. La délégation est composée de huit entreprises marocaines opérant dans le secteur du textile technique (vêtements professionnels et tissus pour vêtements professionnels), avec un seul objectif en tête : prospecter à la recherche d'opportunités d'affaires dans ces marchés. Au menu, une

cinquantaine de rencontres d'affaires sont prévues, suivies de visites sur des sites industriels dans chacun de ces pays pour les opérateurs tentés par le partenariat. Du côté des marchés visités, les profils sont divers (donneurs d'ordres, distributeurs, professionnels de l'industrie du textile et associations professionnelles du secteur).

Potentiels

Face à une baisse de 5,5% de leurs exportations dans le monde, principalement sur le marché européen, les textiles sont persuadés de trouver leur compte dans les marchés subsa-

hariens. Si les produits de confection occupent déjà une bonne place dans la structure des exportations du royaume vers certains de ces marchés comme le Sénégal, le segment du textile professionnel et industriel demeure encore un véritable marché de niche largement sous-exploité. « *Le marché africain constitue une niche stratégique pour les entreprises nationales, compte tenu de sa taille appelée à gagner en importance avec les efforts déployés par la communauté internationale en faveur du développement de l'Afrique, notamment à travers les objectifs de développement du Millénaire* », peut-on lire dans un communiqué de Maroc Export en marge de la mission d'affaires du secteur en Côte d'Ivoire et au Sénégal. Une autre caractéristique majeure du secteur en Afrique est liée au facteur concurrentiel. La Chine, la Tunisie et la Turquie sont parmi les principaux fournisseurs de la région subsaharienne en produits textiles.

Enjeux

Au Maroc, le secteur est aujourd'hui le premier exportateur et pourvoyeur de devises, à hauteur de 11,5%, et compte le rester pour un bon bout de temps encore en se tournant vers les marchés du Sud. En dépit de l'impact de la crise économique européenne qui pèse lourdement, ces dernières années, sur les performances des industriels, le secteur reste stratégique dans le dispositif industriel national. Il demeure aussi le premier employeur du pays, avec plus de 175.000 postes d'emploi et exporte environ 31 MMDH. Les marchés subsahariens constituent, à cet égard, de sérieuses alternatives aux marchés traditionnels. ●

Un secteur, plusieurs portées

En plus d'être parmi les piliers de l'export marocain, les performances remarquables en termes de taux de croissance ont permis au secteur de résister avec un taux de croissance annuelle sur les 10 dernières années de 7,3% contre 4,1% pour le reste du secteur industriel. Le secteur est aussi le premier investisseur de l'économie avec 10,6% contre 7,3% et le premier créateur d'entreprises avec 4,8% contre 3,7% pour les autres industries. Durant la dernière décennie, le Maroc a opté pour le renforcement de ses liens économiques avec l'Afrique subsaharienne à travers la négociation et la conclusion de plusieurs accords commerciaux de type classique ou à caractère préférentiel avec 17 pays africains. Une telle initiative vise autant à renforcer et à consolider les parts de marché acquises qu'à diversifier l'éventail des débouchés extérieurs.



RAGHU MALHOTRA

Directeur régional, Moyen-Orient et Afrique du Nord,
MasterCard

«Le potentiel de l'e-paiement est énorme»

Les ÉCO : Comment appréciez-vous vos évolutions sur le marché marocain ?

Raghu Malhotra : Le secteur du paiement électronique est en effet en progression en Afrique du Nord et particulièrement au Maroc. Ce pays est un des marchés phares de la région en termes de dynamique de croissance. C'est pour cela que nous avons placé le Maroc et par extension la région nord-africaine, en priorité stratégique. Depuis notre implantation effective sur ce marché en 2006, nous enregistrons une progression très significative de nos activités et continuons à en faire autant dans toute la région et le continent. Dans le cadre de nos activités, nous continuons à miser dans une collaboration étroite avec les principales institutions financières marocaines pour introduire, via leurs réseaux bancaires, des solutions innovantes de paiement qui contribuent à éveiller les consciences sur les avantages liés à l'usage des moyens de paiement électroniques à la place du cash. C'est le cas, par exemple, du partenariat que nous avons développé avec la BMCE Bank et la société Vantage Payment Systems (VPS), pour lancer un programme de paie, «MasterCard Payroll Prepaid Program», spécialement destiné à

adresser les besoins financiers des sociétés d'intérim. Le programme vise à équiper tous les actifs de ce secteur avec une carte prépayée dans la perspective d'étendre ce programme aux sociétés de sécurité et entreprises de nettoyage. Nous avons également collaboré avec Attijariwafa bank pour le lancement du programme «Wajda», qui sera déployé en plusieurs phases et qui se déclinera éventuellement en 15 types de produits différents destinés à divers segments socioprofessionnels. Par ailleurs, la demande en cartes de paiement premium est aussi en pleine croissance au Maroc. Dans le but de nous conformer aux nouvelles tendances de marché, nous avons collaboré avec d'autres institutions financières du pays comme Crédit du Maroc et la Banque centrale populaire pour lancer les cartes de paiement Titanium de Mastercard. Nous avons également introduit sur ce marché des services digitaux à haute valeur ajoutée destinés aux détenteurs de carte premium en partenariat avec Maximiles Maroc.

Plus globalement, que représente l'Afrique dans le business mondial de MasterCard ?

Avec plus d'un milliard d'Africains, le continent représente énormément

d'opportunités pour Mastercard. Notre présence à toutes les éditions du Carte Afrique, depuis six ans déjà, reflète parfaitement notre engagement pour la croissance du secteur des solutions de paiement électronique en Afrique. Sur les dernières années, l'Afrique a fait de grands pas vers la dématérialisation de la monnaie. Les avancées varient d'un pays à un autre, comme le montre les derniers résultats de notre étude sur la dématérialisation de l'argent dans le monde, portant sur 33 pays à travers la planète. En effet, il a été révélé que lorsque des pays comme le Nigéria et le Kenya se sont clairement embarqués dans cette évolution vers des sociétés sans cash et sont en phase d'adopter les solutions de paiement électronique, d'autres comme l'Afrique du Sud sont devenus matures et progressent rapidement vers la dématérialisation de la monnaie. En dépit du fait que 90% des transactions commerciales, en Afrique, se font encore en cash, les solutions de paiement électronique ont connu une très bonne croissance. Aujourd'hui, l'ensemble des parties prenantes et acteurs du système financier continental, y compris les couvrements, ont compris les

nombreux avantages liés à l'usage des solutions de paiement électronique.

Comment évolue votre part de marché sur le continent ?

Le continent africain est d'une grande importance stratégique pour nous. C'est la région où nous enregistrons nos meilleures progressions de résultats sur les dernières années et nous nous attendons à ce que cette tendance se maintienne. La dynamique économique du continent, sa croissance démographique ainsi que l'amélioration de l'environnement des affaires sont autant de facteurs favorisant le besoin pour de nouvelles solutions de paiement sécurisées. Chez Mastercard, nous nous sommes engagés à investir davantage en infrastructures, ressources humaines et en savoir-faire pour relever le défi. Nous avons récemment annoncé de nouvelles expansions dans sept pays en Afrique centrale et de l'Ouest (Chad, Central African Republic, Guinea-Bissau, Liberia, Sierra Leone, Rwanda and The Gambia) développant ainsi notre présence sur le continent en multipliant les partenariats stratégiques. Ces implantations portent à un total de 55 le nombre de pays que nous couvrons sur le continent.

Le segment du paiement mobile vous intéresse-t-il à terme ?

Au moment où moins de la moitié des foyers dans le monde disposent de comptes bancaires – beaucoup moins dans les pays en développement – sept sur dix individus de la planète disposent d'un téléphone mobile. Chaque jour, Mastercard réfléchit sur les moyens d'aider les 2,5 milliards de personnes exclues du système bancaire d'accéder à des services financiers de base. Le mobile constitue une bonne perspective d'opportunités dans ce sens. Nous travaillons constamment sur la technologie et l'expertise requises pour développer de nouvelles solutions de paiement mobile. Nous avons d'ailleurs déjà déployé quelques-unes de nos solutions en Afrique du Nord (Égypte) et dans d'autres régions du continent (Afrique du Sud). ●

●●●
«Nous misons sur la collaboration avec les principales institutions financières marocaines opérant sur le continent».

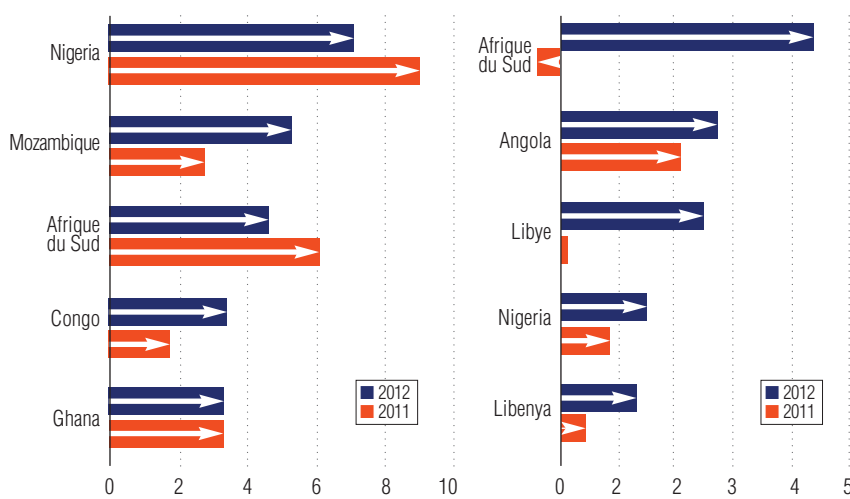
CAHIERS DE L'INTÉGRATION

L'Afrique investisseuse ne connaît pas la crise

● Avec l'Asie, le continent se positionne de plus en plus en émetteur d'IDE. Les investissements à l'étranger des compagnies africaines ont progressé de 57% en 2013, pour atteindre 21 MMUSD. Une bonne partie de ces investissements est opérée sur le continent.

Ces chiffres sont un record. Dans une conjoncture internationale caractérisée par le recul des investissements dans le monde, les investissements directs opérés par les multinationales africaines hors de leurs frontières naturelles ont progressé de 57% en 2013, selon le dernier rapport sur les investissements dans le monde rendu public en milieu de semaine dernière par la CNUCED, faisant du continent l'un des plus importants émetteurs d'IDE du monde émergent, derrière l'Asie. Ces chiffres sont le reflet d'une véritable dynamique à l'investissement et à la prise de risque, résultat d'un important gain en capital confiance auprès des «champions» nationaux africains. Ces investissements ont atteint le record de 21 MMUSD à fin 2013, contre 13 MMUSD une année auparavant. Par région, leur dynamique paraît relativement bien répartie. La région subsaharienne affiche évidemment le plus gros cumul d'investissements opérés vers l'étranger avec 15 MMUSD investis. Ces chiffres sont en progression de 50% par rapport à 2012. Ce taux demeure pourtant modeste face à la croissance relevée en Afrique du Nord, estimée à 77% à fin 2013, pour un montant d'investissements émis de 6 MMUSD sur la même année. Les investisse-

LES FLUX D'IDE, TOP 5 DES PAYS D'ACCUEIL ET ÉCONOMIES, 2011-2012
(EN MILLIARDS DE DOLLARS)



CROIX-FUSIONS ET ACQUISITIONS PAR RÉGION / PAYS, 2011-2012
(EN MILLIONS DE DOLLARS)

RÉGION / PAYS	VENTES		ACHATS	
	2011	2012	2011	2012
Monde	8.592	-1195	4.378	611
Économies développées	4.397	-3.412	4.288	634
Union européenne	2.400	-1.619	1.986	1.261
États-Unis	1.634	-144	41	-
Japan	649	-	-	-
Économies développées	4.163	2.049	90	-23
Afrique	409	114	409	114
Orient et en Asie du Sud-Est	2.986	1.843	-94	-386
Chine	2.441	1.580	-16	-
Asie du Sud	318	22	-337	426
Asie de l'Ouest	464	73	87	100
Amérique latine et les Caraïbes	-14	-3	24	-277
Les économies en transition	-	-	-	-

SOURCE : FDI

● ● ●
La région subsaharienne affiche le plus gros cumul des investissements opérés vers l'étranger avec 15 MMUSD investis.

ments du continent vers l'étranger restent tout de même dominés par les compagnies sud-africaines et nigérianes. Si les premières ont surtout investi dans le secteur des télécommunications, des mines et du commerce, les multinationales nigérianes ont notamment été attirées par les services financiers.

Flux intra-africains

Le continent est la première destination des IDE africains. La tendance est de plus orientée vers le voisinage immédiat, favorisée par le renforcement des accords de coopération économique entre pays africains. Les flux intra-africains ont en effet significativement progressé sur l'année écoulée, selon le rapport de la CNUCED, dépassant aujourd'hui de loin la moyenne des 2 milliards de dollars/an de la période 2002-2004. Les flux d'IDE intra-africains sont notamment concentrés dans quatre secteurs principaux selon les calculs de l'organisme onusien. Il s'agit des industries extractives et pétrolières, des secteurs de la finance, des services aux entreprises, du transport-entrepôt, ainsi que des télécommunications. Dans un de ses rapports les plus récents, la Commission économique pour l'Afrique des Nations-Unies (CEA) confirmait déjà les orientations de ces investissements émis par les compagnies africaines, précisant de plus que le gros des flux intra-africains sert au financement d'opérations de fusions-acquisitions, «plutôt que des projets d'investissement nouveaux». La part du continent dans le total des fusions-acquisitions menées, dans le continent même, varie entre 20 et 60% en fonction des années. Ces pourcentages sont beaucoup plus modestes quand il s'agit de la réalisation dans le développement de nouveaux projets d'investissement. «Cela indique que les investissements dans des projets nouveaux sont essentiellement financés par l'IDE en provenance de l'extérieur du continent», en déduisent les experts de la CEA. Sous un autre angle, cette situation prouve également que «l'IDE intra-africain devrait être attrayant pour les pays qui privatisent les entreprises publiques ou qui ont besoin d'accroître la production exportable des entreprises existantes».

Des pays de plus en plus interconnectés par les accords

Les économies africaines ont multiplié ces dernières années les accords portant sur la promotion réciproque des investissements, ainsi que leur protection une fois réalisés. Ce facteur est un élément décisif dans la hausse des investissements transfrontaliers des entreprises africaines. Des accords d'intégration régionaux ont également été conclus entre différentes communautés économiques régionales du continent. Selon la CEA, les textes régionaux les plus prééminents et explicites sont l'accord d'investissement concernant la zone d'investissement commune du COMESA, ainsi que le protocole relatif à l'investissement et aux finances de la SADC. La CEDEAO n'a aucun accord explicite sauf pour l'investissement dans l'énergie, bien que les protocoles de la CEDEAO prévoient le droit d'établissement dans tous les pays membres pour les investisseurs de la région économique.

Investissement

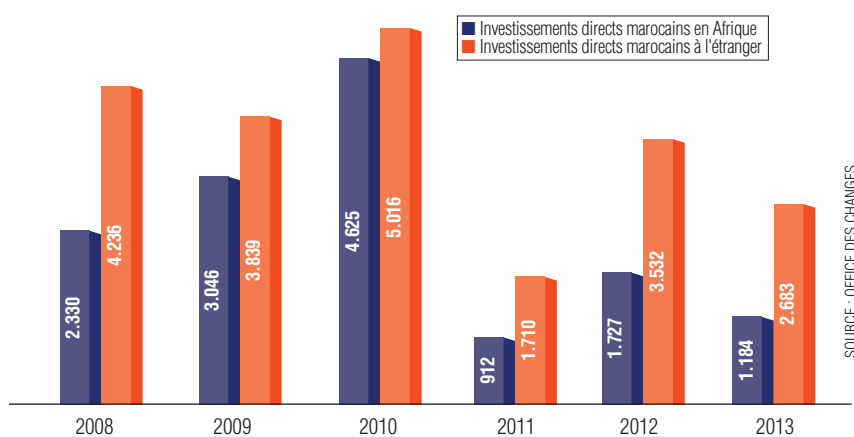
Le Maroc, champion intra-africain

Le royaume mise sur les opportunités d'investissement dans plusieurs pays du continent. Ces IDE devraient atteindre quelque 1,7 MMDH en 2012. Une bonne partie de ces investissements sont orientés vers la région subsaharienne.

Le royaume fait partie de ces économies qui ont bien saisi les enjeux de l'investissement intra-africain. Il est, depuis une bonne décennie, sur une dynamique d'investissement accentuée vers les économies subsahariennes. Ces investissements ont atteint quelque 1,7 MMDH en 2012, contre 0,9 MMDH en 2011, soit une progression de plus de 88%, selon les actualisations les plus récentes fournies par l'Office des changes il y a tout juste quelques semaines. Pour l'année en cours, les données provisoires communiquées par l'organisme parlent de 1,2 MMDH, constituant 44,1% du total des investissements directs marocains à l'étranger. «La part de l'Afrique dans le total des investissements directs marocains à l'étranger dépasse dans la plupart des cas 50%. Les niveaux les plus élevés ont été enregistrés durant les années 2009 (79,4%) et 2010 (92,2%)», rappelle-t-on auprès de l'Office des changes. Une bonne partie de ces investissements – 97,8% en 2013 et 93,3% en 2012 – sont



ÉVOLUTION DES INVESTISSEMENTS DIRECTS MAROCAINS EN AFRIQUE (EN MDH)



roun a occupé le premier rang en 2011 avec 47,7% et le Mali en 2009 et 2010 avec 54,1% et 34,1%.

Secteurs

Pris par secteurs, les IDE opérés

dans le continent par les entreprises marocaines visent divers secteurs dont, principalement, celui des banques et des télécommunications. «Au cours des cinq dernières années, le secteur bancaire a occupé la pre-

mière position du total des investissements directs menés dans le continent en 2008 avec 90,4%, en 2011 (65,3%), en 2012 (75,3%) ainsi qu'en 2013 (56,3%)», précisent les agents de l'organisme public. Le secteur des télécommunications, quant à lui, a figuré parmi les plus investis par les capitaux marocains en 2009 et 201, avec respectivement des parts de 59,9% et 42,5% dans le

Banques, télécoms, immobilier, services...les secteurs prisés par les capitaux marocains.

total des IDE à destination des économies du continent. Par ailleurs, un troisième secteur d'investissement a fini par émerger sur les trois dernières années. Il s'agit de l'immobilier, dont la part est passée de 7,5% en 2012 à 19,6% en 2013. À fin 2012, le stock des investissements directs marocains réalisés en Afrique a atteint 8,5 MMDH, une augmentation de 3,7% contre une augmentation de 5% en 2011. Ce stock n'a été que de 5 MMDH en 2007. Sa part dans le total des investissements directs marocains à l'étranger s'élève en 2012 à 46,8%, une part qui demeure relativement stable d'une année à l'autre.

Stocks d'investissement en croissance

En termes de stock d'investissement cumulé, le Mali est le premier pays récepteur d'investissements marocains en Afrique en 2012 avec 2,2 MMDH ou 25,5%, selon les indications statistiques de l'Office des changes. Ce montant représente près de 10% du stock d'investissements directs étrangers détenu en Afrique. Ce pays dépasse la Côte d'Ivoire, qui présentait un encours de 1,7 MMDH (ou 20%) et du Gabon (1,1 MMDH ou 12,9%). L'encours de ces trois pays représente 58,8% du stock des investissements des entreprises marocaines dans le continent. Par répartition sectorielle, la présence du Maroc en Afrique est plus marquée dans le secteur bancaire avec un stock d'investissements marocains de 4,3 MMDH en 2012, soit 50,6%, suivi du secteur des télécommunications (2,1 MMDH ou 24,7%) et des cimenteries (0,8 MMDH ou 9,4%).

ÉVOLUTION DES ÉCHANGES COMMERCIAUX ENTRE LE MAROC ET LE KENYA (EN MILLIERS DE DH)

	2009	2010	2011	2012	ÉVOL. MOY.09/12	JAN. DÉC.13	JAN. DÉC.13	ÉVOL. 13/12
Importations	21472	21782	36238	49828	35,1%	49828	48311	-3,04%
Part dans les importations globales (%)	0	0	0	0	-	0	0	-
Exportations	3837	177910	296545	17816	1503,1%	17816	373315	1995,4%
Part dans les exportations globales (%)	0	0	0	0	-	0	0	-
Solde	-17635	156128	260307	-32012	-343,6%	-32012	325004	-1115%

SOURCE : OFFICE DES CHANGES

FICHE PAYS
KENYA

Taille
43,3 millions de consommateurs potentiels (2011)

Monnaie
Shilling kenyan

PIB
45,3 milliards de dollars US

Croissance PIB
5,8% en 2013, 6% en 2014 (Prev.)

Région économique
Communauté d'Afrique de l'Est (EAC, acronyme en anglais)

Doing Business 2013 :
129^e mondial sur 189 pays (122^e au DB2013)

Kenya, jeune «pousse» deviendra émergente

Le pays s'attend à une croissance de 6% cette année. Les investissements dans les matières premières, la forte consommation intérieure et le développement du secteur des services financiers et télécoms sont les points forts du pays.

Si il y a un pays qui joue très bien sur le contraste des incertitudes conjoncturelles face aux bonnes perspectives économiques, ce serait certainement cette économie de la corne de l'Afrique, l'une des plus dynamiques de la région et du continent. Avec une croissance attendue à un taux de 6% cette année, le Kenya est bien parti pour se positionner en sérieux adversaire des économies les plus avancées du continent. À l'image de la plupart des économies africaines comparables, le pays doit notamment sa dynamique économique à sa forte consommation intérieure, ainsi qu'à la pluie d'investissements dont il est la cible privilégiée dans la région. «La consommation privée (79% du PIB) demeurera le principal moteur de la croissance, sous réserve que l'inflation reste modérée», explique-t-on auprès

de l'assureur-crédit Coface. Des conditions favorables au soutien de la consommation des ménages ont été mises en place, telle la baisse du principal taux directeur de la Banque centrale, ainsi que les facilitations liées au crédit aux particuliers et aux entreprises. À cela s'ajoute l'émergence progressive d'une classe moyenne fortement consumériste.

Facteurs

Côté investissements, le plus gros, qui est opéré dans le secteur des ressources naturelles, en particulier pour l'exploitation du pétrole et du gaz, est un bon facteur de croissance économique. L'agriculture est également de plus en plus investie par les opérateurs économiques. Idem pour le secteur des services, considéré

comme «l'un des plus attractifs du continent». La dynamique du secteur est principalement portée par les services financiers et de télécommunications. Sur ce dernier créneau, le pays s'est déjà élargi en précurseur sur plusieurs solutions innovantes comme le mobile banking. Le tourisme n'est évidemment pas en reste. Il devrait significativement croître cette année, avec une hausse des arrivées, en provenance notamment du continent européen.

Risque pays



Climat politique et risques terroristes : En décembre 2007, les élections présidentielles avaient conduit le pays au bord de la guerre civile, faisant 1.300 victimes et 600.000 déplacés. En août 2010, une nouvelle Constitution a été mise en place, afin d'affirmer une séparation des pouvoirs plus évidente et de garantir la transparence des élections futures. En mars 2013, 6 élections ont eu lieu simultanément, dont les élections présidentielles. Objets de l'attention de la communauté internationale, elles se sont déroulées pacifiquement. Uhuru Kenyatta (The national Alliance) a été élu Président de la République dès le premier tour avec 50,07% des voix. Le nouveau gouvernement s'est notamment fixé comme objectif la protection des droits et libertés civiles, l'amélioration de la gouvernance, la lutte contre la corruption et la généralisation des accès à l'eau et à l'électricité. Sur le plan extérieur, le maintien de forces kenyanes dans le sud de la Somalie accroît le risque d'attaques terroristes sur le territoire kenyan. Le 21 septembre 2013, le groupe islamiste somalien des Shebab a perpétré une attaque armée dans le plus grand centre commercial de Nairobi, faisant plus de 70 victimes.

Retrouvez tous les jeudis
la nouvelle formule en 10 pages
de notre cahier

PME





BILLET

Thierry Ekouti,
Dir.pub-Le Quotidien de
l'Économie (Cameroun)

Éliminer le contraste

Il y a de quoi soutenir l'un des messages les plus retentissants diffusés par les travailleurs camerounais à l'occasion de la 128^e édition de la Fête du travail qui a été célébrée le 1^{er} mai dernier à travers le monde. Au-delà des difficiles conditions générales de travail, ceux-ci ont saisi cette occasion solennelle pour réclamer la revue à la hausse du salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG) qui est d'à peine 28 000 FCFA (42,6 euros) par mois. Or, depuis quelques années maintenant, l'économie camerounaise, comme celle de la plupart des pays du continent africain, connaît une croissance variant autour de 5% par an. Il est de bon ton que toutes les couches de la population profitent de cette renaissance, qui fait suite à une longue période de crise. Le Cameroun a paradoxalement le salaire minimum le plus bas de la sous-région. Loin derrière ceux de ses voisins aux économies bien plus modestes : Gabon (228,6 euros), Tchad (91,4 euros), Congo-Brazzaville (121,9 euros), Guinée équatoriale (195 euros) et même République centrafricaine où l'on parle de 53,3 euros. C'est un embarrassant contraste qu'il serait souhaitable d'éliminer. D'ailleurs, la tendance générale est à l'augmentation du SMIG. Et si ces derniers pays ont procédé à une réévaluation de leur SMIG ces dernières années, le Maroc vient de leur emboîter le pas en décidant d'augmenter son SMIG de 10%, à raison de 5% en 2014 et 5% en 2015. Si tant est que l'amélioration du quotidien des populations est au centre des politiques publiques, le Cameroun n'a aucun intérêt à rester en marge de cette mouvance. ●

Un plaidoyer pour le terminal polyvalent de Kribi

● Alors que Marsa Maroc et les quatre autres candidats présélectionnés attendent l'appel d'offres, la société civile camerounaise fait un plaidoyer pour que l'exploitation de cette infrastructure ne soit pas concédée à une entreprise étrangère.

« I n'y a aujourd'hui aucune raison valable pour que le terminal polyvalent soit confié à des étrangers, puisque les compétences nationales établies existent et demandent que le gouvernement de leur pays leur fasse confiance. Faute de le faire, cela reviendrait à continuer à abandonner 97 % d'un secteur hautement stratégique aux étrangers qui, pour certains, sont des adversaires ». Telle est la substance d'un plaidoyer qui paraît dans la presse camerounaise et sur les réseaux sociaux du pays depuis le 25 avril dernier à l'initiative d'une organisation de la société civile dénommée ADISI-Cameroun (Association pour le développement intégré et la solidarité internationale). Ce plaidoyer vient au lendemain de la publication, le 20 mars 2014, de la liste restreinte des cinq entreprises retenues pour soumissionner à un futur appel d'offres en vue de l'exploitation du terminal polyvalent du port en eaux profondes de Kribi, actuellement en construction dans le sud du pays. Une liste dans laquelle figure Marsa Maroc aux côtés de APM Terminals BV (Pays-Bas), International container Terminal Services INC (Philippines), Groupement Necotrans/KPMO (Cameroun) et le groupement Sea Invest/CLGG (France). Le terminal polyvalent en question fait partie d'un complexe industrialo-portuaire, avec en outre un terminal hydrocarbures, un terminal à conteneurs et un terminal aluminium, etc.

Lobbying

« S'agissant des concessions dans ce nouveau port, écrit l'ADISI-Cameroun pour soutenir son plaidoyer, il faut relever que le terminal à conteneurs représente un enjeu dix fois supérieur à celui du terminal polyvalent. Son avenir est radieux. Mais, il faut avouer que seules certaines multinationales disposent à cette date de l'expertise nécessaire



pour gérer un tel terminal à conteneurs ! ». En revanche, pour le terminal polyvalent, l'association réitère « qu'il n'y a aujourd'hui aucune raison valable pour qu'il soit confié à des étrangers ». Invitant en conséquence le gouvernement à saisir l'occasion de « réaliser un doublé » : d'une part en assurant « le transfert d'une partie importante du marché très fermé de la manutention portuaire à des nationaux », et d'autre part, en intéressant « enfin les Camerounais à la mer et au transport maritime ». Il est vrai qu'une bonne proportion de l'activité maritime au Cameroun est assurée par les étrangers : de la pêche dominée par les ressortissants des pays voisins (Nigeria, Bénin, etc.) à la manutention portuaire contrôlée au port de Douala (90% du commerce camerounais actuellement) par le français Bolloré, pour ce qui est du parc à bois et du terminal à conteneurs.

Pour l'heure, le gouvernement camerounais n'a pas encore dit un seul mot en réponse au plaidoyer de l'ADISI-Cameroun. Sa dernière sortie officielle sur la question reste le communiqué du 20 mars 2014, portant publication de la liste des cinq entreprises rete-

nues pour un appel d'offres à venir. En revanche, parallèlement à la diffusion de leur plaidoyer, les membres de l'ADISI-Cameroun font du lobbying pour faire entendre leur voix. Pendant ce temps, le dispositif se met peu à peu en place à Kribi. Cameroon Tribune, le quotidien gouvernemental, rapportait par exemple dans son édition du vendredi 2 mai la réception le 27 avril dernier à Guangzhou (Chine) de deux remorqueurs destinés à cette infrastructure, dont les travaux sont réalisés par la China Harbour Engineering Company. Selon les ingénieurs camerounais qui ont supervisé les travaux de construction de ces remorqueurs, ceux-ci « peuvent pousser des barques de plus de 4.000 tonnes » et « ont pour mission de porter assistance à tout navire en difficulté dans la zone ». Ce port, qui attend son premier navire commercial d'ici juin 2014 a déjà vu accoster le 13 février dernier son tout premier navire, ayant à son bord les équipements nécessaires à son exploitation, à l'instar des portiques et des grues. ●

PAR **JULIEN CHONGWANG**
Le Quotidien de l'Économie –
Douala – Cameroun